

livre blanc CNIG/AFIGEO sur l'IG

le débat est ouvert

Contribution du SPDG aux débats

Le gouvernement a présenté en janvier 98 un programme d'action pour faire entrer la France dans la société de l'information. Le CNIG a publié le 6 février 1998 un livre blanc sur « l'information géographique française dans la société de l'information » qui entend ouvrir un débat national sur le sujet. Nous en avons fait la synthèse dans notre dernier numéro d'XYZ (75, 2^{ème} trimestre 98).

Le SPDG (Syndicat des Professionnels De la Géomatique), apporte sa contribution aux débats dans un solide document de 21 pages présentant une analyse du programme d'action du gouvernement et du Livre Blanc. Les propositions du SPDG sont ensuite développées dans ce cadre.

Le livre blanc du CNIG complète le programme d'action gouvernemental, fait un état des lieux et élabore des propositions. Les données géographiques contribuent à l'efficacité de l'économie du pays (localisation, caractéristiques locales, flux...) et constituent un outil important de l'aménagement du territoire, elles sont une clé d'accès à de nombreuses bases de données. La géomatique est donc une composante essentielle de la société de l'information.

Le livre blanc établit le retard français en ce domaine : les pays d'Europe du nord disposent d'une couverture topographique nationale à grande échelle, d'un plan cadastral numérisé et d'un fichier national géoréférencé. La BDTopo de l'IGN ne couvre que 15 % du territoire et le cadastre numérisé que 10 %, et sous convention. Le SPDG complète ce constat : les cartes numériques des données du recensement ne sont disponibles que dans les plus grandes agglomérations et à des prix très élevés, et l'on ne dispose pas de cartes de découpage en quartiers pérennes et pertinents géographiquement, enfin la couverture aérienne de la France utilise le film comme

support, pour le numérique et l'orthophoto il faut une réalisation sur mesure, compliquée et chère.

Le livre blanc énumère quatre grands bouleversements technologiques : le positionnement spatial par GPS, les satellites haute résolution et les images aériennes numériques, l'informatique (matériels et logiciels), et Internet. Le SPDG en partage l'analyse mais il lui paraît important d'insister sur la baisse des coûts que permettent ces évolutions et sur l'importance de la facilité d'utilisation des données et logiciels pour l'ouverture de marchés nouveaux. Cela suppose de favoriser une grande diversité de l'offre en facilitant l'intégration des données dans des produits et des services prêts à l'emploi.

Le SPDG se prononce sur les propositions du CNIG :

– le plan cadastral :

Les données cadastrales doivent être reconnues comme « données publiques essentielles » dont le plan d'action gouvernemental prévoit la diffusion sur Internet. La mise à jour du plan est une question essentielle, pour en réduire les délais le SPDG souhaite l'application rapide des techniques de l'EDI à la circulation des informations entre les collectivités locales, les notaires, les géomètres, les bureaux des hypothèques et les bureaux du cadastre.

– la base de données topographiques :

Remettre à plat les spécifications de la BDTopo de l'IGN en concertation avec les principaux utilisateurs, et sous-traiter une partie des travaux correspondant à la phase de rattrapage.

– la couverture photographique aérienne de la France :

Le SPDG souhaite que la mission de service public de l'IGN soit étendue à une orthophoto « de base » dont la production devrait être sous-traitée pour permettre une réduction des coûts et le renforcement de ce secteur.

– un fichier d'adresses postales géoréférencées unique :

Le SPDG partage l'analyse du CNIG sur l'importance des adresses postales et la proposition de la constitution d'un fichier national. Les adresses « postales » doivent être reconnues comme « données publiques essentielles », avec mise à jour gratuite.

– maintenir une capacité opérationnelle d'observation de la terre :

Le programme SPOT est menacé par de nouveaux acteurs, il est important qu'il reprenne son avance dans le domaine des hautes résolutions (données urbaines, agriculture de précision...).

– faciliter l'accès aux données publiques :

Les gisements d'information géographique sont considérables dans les organismes qui diffusent des informations particulières. Il faut les identifier et les décrire dans un catalogue normalisé et en définir clairement l'accès par des tiers. Il faut également faciliter l'accès des prestataires de services aux données primaires » détenues par l'administration. Ces données doivent être décrites dans des « dictionnaires » rendus publics et la liberté d'accès doit être la règle, compte tenu d'une liste restrictive limitative.

– définir des règles favorisant la diffusion et la valorisation des données publiques :

Développer la synergie entre les producteurs publics et le secteur privé de la valeur ajoutée. Préciser que les données de référence sont fournies gratuitement ou au coût de mise à disposition (géodésie, plan cadastral, adresses postales, îlots INSEE, découpage administratif).

– rationaliser l'emploi des moyens budgétaires :

Le SPDG pense que le déploiement des nouvelles technologies met en cause radicalement les méthodes actuelles de production et de diffusion des données géographiques par les services de l'état. Constatant qu'un développement important du marché peut résulter de la baisse des prix, le secteur public et semi-public, principal utilisateur actuel de données géographiques numériques, aurait tout à gagner à une meilleure disponibilité de ces données et d'une baisse de leur prix. Le développement d'une forte filière géomatique contribuerait à la création d'emplois et de richesses et donc à l'amélioration des équilibres économiques et budgétaires.

Les autres propositions du livre blanc portent sur l'exportation, les normes et qualités, la recherche, la formation et la sensibilisation. Un large consensus peut se dégager. Le SPDG approuve ses orientations, s'efforcera d'y aider et souhaite une mise en œuvre rapide.

Olivier Reis

Ingénieur géomètre-topographe ENSAI Strasbourg

Diplômé de l'Institut de traducteurs et d'interprètes (ITI) de Strasbourg

9, rue des Champs F-57200 SARREGUEMINES

Téléphone : 03 87 98 57 04 Télécopie : 03 87 98 57 04 E-mail : o.reis@infonie.fr

**Pour toutes vos traductions d'allemand et d'anglais en français en
topographie - géodésie - photogrammétrie - SIG - cartographie - GPS**

Reinhart Stölzel

Ingénieur géomètre-topographe

Interprète diplômé de la Chambre de commerce et d'industrie de Berlin

Blankenburger Strasse 151C, D-13127 BERLIN

Tél. (privé) : 00 49 30 47 48 11 15 Tél. (prof.) et fax : 00 49 30 44 36 90 34 E-mail : Stoelzel@t-online.de

**Pour toutes vos traductions de français et d'anglais en allemand en
topographie - géodésie - chemin de fer - routes**

Paul Newby

Membre de la Royal Institution of Chartered Surveyors (RICS)

Diplômé des universités de Cambridge (géographie) et de Londres (photogrammétrie)

9 Merrytree Close, West Wellow, Romsey, Hants SO51 6RB GB

Téléphone : 00 44 1794 322 993 Télécopie : 00 44 1794 324 354 E-mail : xav40@dial.pipex.com

**Pour toutes vos traductions de français en anglais en
topographie - géodésie - GPS - SIG - cartographie - photogrammétrie - télédétection**

Des topographes traducteurs à votre service